

Sommet du Comesa au Burundi : Bujumbura salue "une grande victoire"

@rib News, 26/01/2018 – Source AFPLa présidence du Burundi s'est félicitée d'une "grande victoire diplomatique et économique" vendredi, après l'annonce par le Comesa, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe, qu'il va organiser son sommet des chefs d'Etat à Bujumbura en avril 2018. [Photo : Le secrétaire général du Comesa, Sindiso Ndema Ngwenya, à gauche, a rencontré le président Pierre Nkurunziza à Bujumbura, Burundi, 25 janvier 2018.]

Ce sommet aurait du avoir lieu en octobre 2017, mais le Comesa avait décidé de retirer l'organisation de ce sommet au Burundi, en invoquant officiellement "l'insuffisance des capacités organisationnelles" du pays, notamment pour les chambres d'hôtel ou l'internet. Le Burundi est plongé dans une grave crise politique, née fin avril 2015 de la volonté du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat, qu'il a obtenu deux mois plus tard. Un référendum prévu en mai propose une révision de la Constitution qui permettrait à Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, de briguer à partir de 2020 deux mandats de sept ans. L'annonce de la tenue à Bujumbura du sommet des chefs d'Etat de la Comesa, organisation régionale qui regroupe 19 pays africains est "une grande victoire diplomatique et économique pour le Burundi", a souligné à l'AFP le porte-parole de la présidence, Jean-Claude Karerwa Ndenzako. "Le président Pierre Nkurunziza a reçu hier en audience le secrétaire général du Comesa, (...), il était venu confirmer la tenue du sommet des chefs d'Etat de cette organisation les 18 et 19 avril 2018", a-t-il expliqué. Le secrétaire général du Comesa, Sindiso Ndema Ngwenya, l'a confirmé au sortir de son entretien, dans un reportage de la radio télévision publique. "Cette fois, c'est officiel, le Comesa a confirmé que le Burundi est fin prêt, que tout est en ordre pour la tenue de ce sommet", s'est réjoui le porte-parole de la présidence, avant d'accuser le Comesa d'avoir "voulu nous retirer cette organisation sous des prétextes non valables", a-t-il accusé. "Cela sera aussi l'occasion de montrer à la communauté internationale que le Burundi vit en paix, qu'il n'y a pas de crise contrairement à ce que continuent de dire ses détracteurs", a-t-il martelé. Les violences qui ont accompagné la crise politique au Burundi auraient fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, d'après les estimations de la Cour pénale internationale (CPI), qui a ouvert une enquête. Le Burundi traverse également une grave crise économique, qui l'a poussé à la dernière place du classement des pays les plus pauvres du monde en 2017 selon le FMI. "Nous espérons également des retombées économiques (du sommet, ndlr), notamment par l'apport de devises, mais aussi en terme de signal envoyé aux bailleurs", a expliqué le porte-parole du président burundais.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});